



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°26 – du 15 juillet au 1<sup>er</sup> septembre 2022

## En bref

- À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2022, le tarif réglementé de l'énergie pour les ménages augmentera de 80%. La facture énergétique comprenant l'électricité et le gaz devrait ainsi atteindre 3 549£ par an pour un ménage moyen.
- Le rendement du *gilt* à 5 ans ressort en hausse de +80% au mois d'août, dans un contexte de crise inflationniste et d'incertitudes sur la stratégie budgétaire du prochain gouvernement britannique.
- La Banque d'Angleterre a [confirmé](#) la fixation de prix minimums lors des ventes d'obligations souveraines qui devraient être réalisées dans les prochains mois, dans le cadre de son opération de resserrement quantitatif.
- La grève au sein de l'autorité des marchés britannique (Financial Conduct Authority) a été suspendue début juillet après des discussions jugées « encourageantes » entre les syndicats et la direction de l'institution. Le contexte social pèse fortement sur les ressources

## LE CHIFFRE À RETENIR

-0,1%

Le PIB recule légèrement au deuxième trimestre selon l'[ONS](#).

humaines de la FCA: le FT a mis en évidence un taux élevé de postes vacants (14% des 4200 postes), et d'insatisfaction sociale des équipes malgré la suspension du mouvement.

- Le Royaume-Uni et l'Ukraine annoncent le lancement des négociations d'un accord de *digital trade* à l'occasion du jour de l'indépendance de l'Ukraine.

- Lors d'une visite officielle en Australie et en Nouvelle-Zélande, la ministre du commerce britannique Anne-Marie Trevelyan a déclaré que les craintes des agriculteurs britanniques vis-à-vis des accords de libre-échange signés avec ces deux pays étaient « injustifiées ».

- Dans le cadre de sa campagne au poste de premier ministre, Liz Truss évoque la perspective d'une fusion des trois autorités de supervision financière (*prudential regulatory authority*,

*financial conduct authority et Payment Systems Regulator).*

## **Fait marquant : Les perspectives de l'économie britannique s'assombrissent pour les prochains mois.**

Début août, la Banque d'Angleterre a fortement dégradé ses prévisions économiques.

D'une part, la dynamique des prix serait encore plus vigoureuse et persistante que la BoE ne l'anticipait jusqu'à présent. Le taux d'inflation (CPI) devrait atteindre 13,1% en octobre (contre 10,2% anticipé lors des prévisions de mai), avec une forte contribution des prix énergétiques (6,5 pp) et des pressions inflationnistes domestiques accrues (les enquêtes de terrain de la BoE signalent une dynamique plus forte sur les rémunérations, avec des hausses de salaire qui devraient avoisiner 6% en moyenne en 2023). L'inflation diminuerait graduellement pour atteindre la cible de 2% au T3-2024, plus tardivement que prévu lors des dernières prévisions. L'inflation passerait sous le seuil de 2% au T4-2025 (1,4%).

D'autre part, l'économie britannique devrait se contracter pendant 6 trimestres consécutifs (soit un trimestre de plus que pendant la récession consécutive à la crise financière), entre le T4-2022 et le T4-2023, avec une baisse de près de 1% au T4-2022 et de 2,1% au T3-2023 (contre -0,8% dans les prévisions précédentes). La croissance annuelle du PIB ressortirait à -1,5% en 2023 et à -0,25% en 2024. Le niveau du PIB repasserait en-dessous de son étiage pré-pandémie (T4-2019) pendant toute la période de prévision (2025). Ces projections sont parmi les plus pessimistes des prévisionnistes officiels et privés ; pour 2023, l'OCDE et le FMI anticipent désormais une croissance nulle.

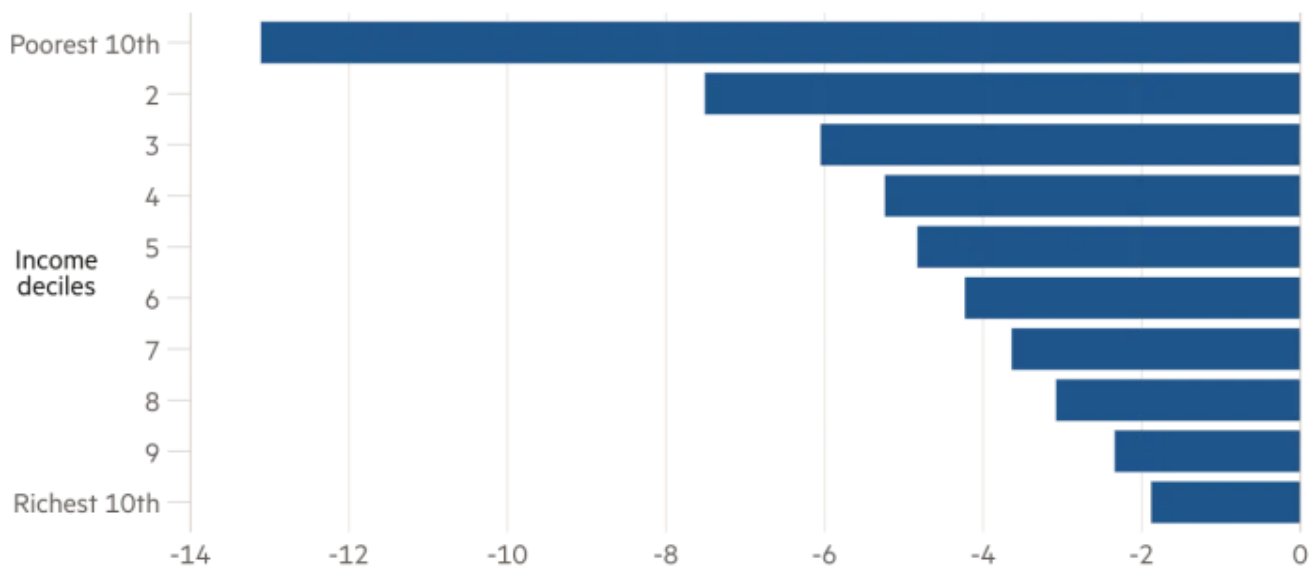
Dans cet environnement récessif, le marché du travail enregistrerait une hausse du chômage à partir de 2023, pour atteindre 6,25% en 2025 (contre 3,8% actuellement), soit près de 900 000 personnes supplémentaires en recherche d'emploi. La BoE s'attend donc à ce que les pressions inflationnistes internes commencent à se dissiper au cours de l'année prochaine.

La BoE s'attend à une réduction inédite du pouvoir d'achat des ménages, de 1,5% en 2022 (malgré les mesures de soutien public déjà actées au printemps) et de 2,25% l'an prochain, avant de se redresser en 2024 (+0,75%). Cela représenterait une baisse de

l'ordre de 2000£ sur le revenu réel moyen après impôt pour un ménage britannique en 2022, selon les calculs de la Resolution Foundation.

## Graphique de la semaine : L'impact de la hausse des prix énergétique pèsera fortement sur les ménages les plus modestes.

Change in real household disposable income (%)



Annual change in disposable income from price cap rises net of actual and announced government policy support

Source: Niesr

© FT

Clef de lecture : Le graphique illustre la baisse du revenu réel disponible par ménage en fonction de leur niveau de revenu, en l'absence de mesures publiques supplémentaires. Les ménages les plus modestes sont ceux dont le pouvoir d'achat sera proportionnellement le plus grevé par la hausse des prix énergétiques au 1<sup>er</sup> octobre (-13% de revenu réel disponible pour les 10% les plus modestes, contre -1,9% pour les 10% les plus riches).



## Actualité macro-économique

**L'inflation sur 12 mois s'élève à 10,1% en juillet 2022 au Royaume-Uni selon l'ONS** – Inédit depuis le suivi de l'indice des prix à la consommation par l'ONS en 1988, l'inflation atteindrait plus de 13% cet automne selon la Banque d'Angleterre. Elle pourrait même atteindre 18,3% en janvier prochain selon la banque Citi, voire près de 23% selon Goldman Sachs si les cours du gaz restent à ce niveau élevé.

**La BoE continue de relever son taux directeur** – Dans le contexte économique dégradé (cf. fait marquant supra), le comité de politique monétaire (CPM) de la Banque d'Angleterre (BoE) réuni le 3 août a décidé de relever son taux d'intérêt directeur pour la 6ème fois consécutive depuis décembre 2021, avec un pas inédit depuis 1995 de +0,50pt le faisant passer ainsi à 1,75%.

**Le chômage augmente légèrement en juin** – Le taux de chômage est en légère hausse, de +0,1% en variation trimestrielle, s'élevant à 3,8% et devrait poursuivre sur cette trajectoire, pour atteindre 4,75% en 2023 et 5,75% en 2024 selon les dernières prévisions de la [BoE](#). Les tensions sur le marché du travail pourraient commencer à s'assouplir, avec une modeste diminution du nombre de postes [vacants](#) (1,27M) au deuxième trimestre et une hausse de l'offre de travail (+0,06% en glissement trimestriel), portée notamment par l'immigration.

## Actualité commerce & investissement

**Le Royaume-Uni et le Qatar ont signé deux nouveaux mémoranda d'entente (MoU) lors du UK-Qatar Joint Economic and Trade Committee** – Ces [accords](#) prévoient une coopération entre le ministère au commerce britannique et l'Investment Promotion Agency du Qatar afin d'accompagner les entreprises britanniques sur le marché qatari, notamment dans des secteurs 'prioritaires' (notamment santé, éducation, alimentation et les boissons). Pour mémoire, en juin dernier, le Royaume-Uni et le Conseil de coopération du Golfe ont [lancé](#) des négociations en vue d'un accord de libre-échange.

**Le gouvernement britannique suspend les mesures de sauvegarde imposées sur l'acier ukrainien pendant une période de neuf mois** – La Trade Remedy Authority, en charge de la défense commerciale post-Brexit, a validé la demande de suspension des droits de douane sur l'acier en raison de l'invasion russe, après avoir consulté les principaux producteurs britanniques. Cette suspension d'une durée initiale de 9 mois pourra être prolongée si nécessaire.

**Le gouvernement britannique a présenté son projet de révision du système de préférences généralisées (SPG), bénéficiant à 65 pays** – Le gouvernement se prévaut « d'aller plus loin que le système de préférences généralisées de l'UE » en facilitant davantage l'accès au marché britannique, tout en répondant également à la hausse du coût de la vie en réduisant les coûts d'importation d'environ 750M£ par



an. Contrairement à l'UE centrant la révision de son régime sur le renforcement des conditionnalités en matière de développement durable, le Royaume-Uni met en exergue le prisme économique. Dans les grandes lignes, la réforme prévoit un assouplissement des règles d'origine et une extension du cumul pour les pays moins avancés, ainsi que certaines réductions et suppressions de tarifs douaniers. Enfin, le gouvernement met un terme à l'obligation de ratification et de mise en œuvre de diverses conventions internationales afin de bénéficier de son régime préférentiel intermédiaire.

**Les fédérations professionnelles britanniques demandent au gouvernement de « freiner » le processus des négociations commerciales avec l'Inde** – Alors que les deux pays prévoieraient de présenter un accord de commerce intermédiaire à l'occasion de Diwali (24 octobre), plusieurs fédérations professionnelles, notamment *City of London*, *Make UK*, *Chemical Industries Association*, réitèrent leur souhait de temporiser afin d'obtenir un accord significatif sur le fond. Cette demande fait écho au récent [rapport](#) sur les négociations commerciales de la Chambre des Lords, s'interrogeant également sur la pertinence tactique de fixer ex-ante une échéance pour conclure des négociations. Par ailleurs, le rapport des Lords estimait que les objectifs britanniques de négociations sont « excessivement ambitieux et irréalistes » au regard des difficultés notoires d'accès au marché indien.

**Selon l'Office for National Statistics (ONS), les échanges britanniques avec la Russie se sont effondrés depuis le début de l'invasion russe en Ukraine** – En juin 2022, les importations de marchandises en provenance de Russie ont diminué de 96%

par rapport à la moyenne annuelle avant février 2022, soit un total de 33M£, principalement expliqué par l'arrêt des importations de combustibles. De la même manière, les exportations britanniques vers la Russie ont chuté de 66,9% durant la même période, en raison notamment de la baisse des exportations de machines et matériel de transport. À noter que seules les exportations de produits médicaux et pharmaceutiques ont augmenté de 61,8% en raison de l'exemption accordée. S'agissant des produits énergétiques, l'ONS souligne une hausse des importations en provenance de l'Arabie Saoudite, Norvège, Qatar et Kuwait consécutivement à la décision d'arrêter les importations russes de pétrole d'ici la fin de l'année 2022.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**L'autorité des marchés (FCA) a publié son nouveau régime de protection du consommateur de services financiers** – Accompagnées d'exemples concrets de bonnes pratiques dans un [document](#) séparé, les orientations (*guidances*) de la *Financial Conduct Authority* devraient permettre de mieux diffuser l'objectif de servir les intérêts du client à tous les stades de développement et distribution d'un produit financier. Cette obligation (qualifiée de « consumer duty ») concernera toutes les entreprises financières assujetties à la FCA et qui ont une « influence matérielle » directement et indirectement, sur les clients, avec un principe de proportionnalité

en fonction de l'importance de l'influence de l'entreprise sur la chaîne de valeur. Ce nouveau régime sera applicable à partir de juillet 2023.

**Le gouvernement britannique entérine les recommandations du [rapport](#) sur l'amélioration du régime des émissions secondaires d'actions** – Le rapport a été demandé en octobre 2021 par le Chancelier de l'Echiquier à Mark Austin pour réfléchir à l'amélioration du régime entourant les émissions secondaires de capital au Royaume-Uni. Cela faisait suite à des recommandations de la [Uk Listings Review](#) sur l'amélioration du régime de cotation au RU. Il préconise en particulier de permettre à l'AG annuelle des actionnaires de suspendre les droits de pré-emption jusqu'à 20% d'augmentation du capital (contre 10% actuellement), et même 75% pour les start-ups.

## 2 Banques et assurances

**Le principal actionnaire de la banque HSBC, l'assureur chinois Ping An, a réitéré sa demande d'une scission de la banque** – Cette séparation, qui interviendrait entre les activités occidentales et asiatiques, placerait ainsi la branche asiatique du groupe financier en dehors du périmètre de

contrôle prudentiel de la Banque d'Angleterre (BoE). L'assureur chinois argue qu'une séparation permettrait une augmentation de la valeur globale de la banque, notamment grâce à une augmentation du capital déployable pour de nouveaux investissements en Asie. Pour sa part, la direction d'HSBC considère que la scission serait particulièrement complexe à exécuter et entraînerait des coûts importants et des risques d'exécution, en raison notamment de la perte potentiel de l'accès direct à la compensation en dollar.

**Des parlementaires continuent leurs travaux sur le futur cadre de régulation prudentiel des petites banques** – Le comité parlementaire compétent [a écrit](#) à la *Prudential Regulatory Authority* (PRA) afin de recueillir son avis concernant les modifications à apporter au projet de cadre prudentiel pour les petites banques. Ce cadre chercherait à simplifier la charge réglementaire pesant sur les petites banques afin de les aider à croître dans l'écosystème britannique. Auditionnés par les parlementaires, les acteurs du secteur bancaire ont notamment plaidé pour le relèvement du plafond de 15Mds£ à 25Mds£ de bilan proposé initialement par la PRA, ainsi que des aménagements dans l'application de certaines règles prudentielles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)